

Les travailleurs produisent, suite du débat avec Christophe Darmangeat

Jean-Marie Harribey

10 novembre 2016

La discussion nouée au printemps dernier avec Christophe Darmangeat à l'occasion de la publication de son livre *Le profit déchiffré, Trois essais d'économie marxiste*¹, dans lequel il critiquait la thèse que je défends sur le travail productif dans la sphère non marchande, connaît une suite. C. Darmangeat a répondu à la réponse que je lui avais faite, ce dont je le remercie.² Lui comme moi reprenons nos arguments respectifs, et il est donc préférable que je me concentre sur les aspects qui sont nouveaux ou qui apparaissent comme tels dans son récent texte. Dans celui-ci, il concentre sa critique sur trois points : le premier est d'ordre logique sur ce qu'il appelle mon paradoxe du prélèvement, le deuxième porte sur la monnaie et le troisième est d'ordre politique.

1. Je soulèverais un paradoxe qui n'en est pas un

C. Darmangeat fait référence à l'idée qui fut, je le dis ici, à l'origine de mon raisonnement il y a plus de vingt ans, lorsque les politiques néolibérales menaient tambour battant l'offensive contre tous les services non marchands. Cette idée est que, logiquement, on ne peut pas considérer indéfiniment qu'un secteur tendanciellement en hausse est financé par un secteur tendanciellement en baisse. Le raisonnement que j'ai mobilisé est celui qu'on appelle en mathématiques « passage à la limite ». Que me répond C. Darmangeat ?

Il me répond que pas un marxiste « sain d'esprit » ne conteste qu'« une bonne partie des services publics contribue à augmenter le *produit global marchand* ; que la qualification des salariés ou la qualité des infrastructures de transport, par exemple, ont un impact considérable sur la productivité de l'ensemble du travail social. Cela n'est en rien contradictoire avec l'idée que ces services, par eux-mêmes, sont improductifs de valeur marchande et/ou monétaire et que, pour fonctionner, ils doivent ponctionner une partie de la valeur marchande qu'ils ont indirectement contribué à créer. »³ Mais ce n'est pas du tout le problème qu'il faut élucider. Il ne s'agit pas de se demander si l'éducation des salariés sert aux capitalistes, car la réponse est évidente. Il s'agit de se demander si les éducateurs produisent et donc ajoutent quelque chose au *produit global marchand* pour constituer le *produit global*.

Il s'ensuit un malentendu entre nous, sinon un imbroglio dans le « paradoxe du paradoxe » de C. Darmangeat. Je n'ai jamais dit ni laissé supposer que la « gratuité » des services non marchands signifiait une absence de coût. Il se pourrait que C. Darmangeat n'ait pas compris mon « passage à la limite » ou que je l'aie mal expliqué. Le voici à nouveau. Si la proportion de biens et services non validés par le marché mais par décision politique – échappant donc à l'impératif de profit, ce par quoi je définis le monétaire non marchand – tend vers 1, et corrélativement, si la proportion de marchandises rapportant profit tend vers zéro⁴, alors les administrations publiques ne vendent ni n'achètent tendanciellement plus rien.

¹ C. Darmangeat, *Le profit déchiffré, Trois essais d'économie marxiste*, Montreuil, Éditions La ville brûle, Collection « Mouvement réel », 2016.

² J.-M. Harribey, « Les deux espaces de valorisation en tension, Réponse à Christophe Darmangeat », *Contretemps-web*, juin 2016, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-avec-darmangeat.pdf>>. C. Darmangeat, « L'inestimable valeur du marxisme, Réponse à la réponse de Jean-Marie Harribey », 25 octobre 2016, <<https://www.contretemps.eu/darmangeat-inestimable-valeur-marxisme>>.

³ C'est moi qui souligne *produit global marchand*.

⁴ Et non pas égale à zéro, comme le dit C. Darmangeat, pour éviter la division par zéro.

Donc, contrairement à ce qu'affirme C. Darmangeat, les impôts ne disparaissent pas puisqu'il faut payer *collectivement* le coût de la production. Ce qu'il croit être mon erreur de raisonnement est peut-être précisément la sienne : « On peut se demander pourquoi J.-M. Harribey n'a pas enfoncé le clou jusqu'à la tête, et pourquoi il a choisi une expérience de pensée dans laquelle le secteur privé n'avait pas totalement disparu. Son raisonnement se serait en effet exprimé avec davantage de netteté s'il avait poussé ses hypothèses jusqu'à leur terme, à savoir une étatisation complète de l'économie. Il aurait alors dû écrire que selon la conception marxiste traditionnelle, seul l'impôt pouvant financer les services publics, l'étatisation achevée de l'économie est aussi impensable qu'une division par zéro. L'erreur de raisonnement serait alors apparue d'autant plus clairement : une économie entièrement collectivisée n'a nul besoin de prélever des impôts sur un secteur privé inexistant : quel que soit son degré de (dé)monétarisation, elle engendre elle-même les ressources qu'elle utilise. »

Il y a donc à n'en pas douter maintenant un malentendu sur la notion de « passage à la limite ». Premièrement, je n'ai jamais dit que, par un coup de baguette magique ni par une lente progression, il *fallait* étatiser complètement l'économie. Je raisonne, ici sur une direction asymptotique pour vérifier où mène un raisonnement. Deuxièmement, C. Darmangeat dit ici explicitement que l'impôt n'est prélevé que sur l'activité privée, ce qui, dans notre société, est inexact. Troisièmement, la dernière phrase de cette citation opère un renversement extraordinaire : C. Darmangeat me dit que j'aurais dû écrire ce que j'écris, à ceci près qu'une économie entièrement collectivisée (asymptotiquement) n'a pas « besoin » de prélever sur l'activité privée, elle ne le peut pas,

2. Je percevais un problème qui n'existe pas et je ne percevais pas un problème qui existe

Le premier faux problème que je soulèverais selon C. Darmangeat relèverait d'un traitement par le principe du « rasoir d'Occam ». Selon lui, ma théorie est compliquée et n'a pas de pouvoir explicatif supérieur à la théorie beaucoup plus simple traditionnellement admise au sein du marxisme. Donc à rejeter. Je réponds que la théorie traditionnelle nous dit que les quatre cinquièmes du PIB sont financés par le cinquième restant.⁵ Tant que cette acrobatie intellectuelle ne sera pas reconnue comme une impasse, je poursuivrai dans la voie que j'ai esquissée.

C. Darmangeat conteste le caractère monétaire de la production non marchande : « si l'on voit très bien en quoi des biens et services gratuits sont des valeurs "non marchandes", leur caractère "monétaire" est beaucoup moins évident ». L'argumentation mérite à nouveau d'être citée : « Ce que les impôts payent n'est pas les services publics, mais le coût monétaire de ces services. On rétorquera peut-être à cela qu'il s'agit d'une seule et même chose, ces services étant vendus à prix coûtant. Mais, et c'est le point critique, *ces services ne sont pas vendus*, et on ne peut affirmer le contraire qu'en tordant la réalité pour la faire entrer de force dans un concept inadéquat. Dire des services publics fournis à titre gratuit qu'ils sont monétaires *parce que leur production exige de la monnaie*, c'est opérer un glissement sémantique et logique. Les services publics sont des valeurs d'usage qui, dans le cadre de la comptabilité nationale, sont évaluées en monnaie, ce qui est tout différent. Le fait que leur production puisse nécessiter une dépense de monnaie n'en fait pas davantage des valeurs monétaires que l'utilisation par les capitalistes de ressources gratuites pour produire leurs marchandises ne transforme celles-ci, fût-ce partiellement, en *valeurs non monétaires*. »

⁵ J'englobe dans les 4/5 tous les services parce que je crains fort que, derrière la thèse traditionnelle, subsiste encore la croyance que le travail productif est attaché au caractère matériel de la production.

Je reprends les termes que je souligne dans cette citation. Premièrement, je répète, au risque de lasser, que ces services ne sont pas vendus. Deuxièmement, s'ils ne sont pas vendus et donc s'ils ne sont pas payés au prorata de leur utilisation individuelle, leur paiement, car ils ont un coût, est socialisé et ce paiement est effectué en monnaie, la même monnaie que celle qui circule dans toute l'économie, secteurs capitaliste et non capitaliste inclus. Troisièmement, il y a peut-être une coquille dans l'expression « valeurs non monétaires », car elle n'a aucun sens, la valeur étant toujours monétaire ; sans doute, C. Darmangeat veut-il dire à cet endroit « valeurs monétaires », auquel cas on revient au point précédent : des services qui ont un coût exigent un paiement socialisé en monnaie ; des ressources qui n'ont pas de coût de production (la lumière du soleil par exemple) n'ont pas de valeur au sens économique. C. Darmangeat ne pourra convaincre personne que je confonds valeur d'usage et valeur.⁶

Je prends note et lui en donne acte, ne connaissant pas l'ensemble de ses travaux, que C. Darmangeat travaille sur l'émergence de la monnaie dans les sociétés néolithiques. Mais, en retour, qu'il reconnaisse que je n'ai jamais accordé à la monnaie le statut d'éternité, ni de caractère anthropologique. J'ai seulement dit, et il en sera alors d'accord, que la monnaie dépassait le cadre historique du capitalisme. Pour le passé, c'est certain ; pour l'avenir, c'est trop tôt pour le dire, mon intuition étant que la monnaie en tant qu'institution sociale subsistera après le capitalisme.

Mais, pour l'instant, voilà un point d'accord : monnaie n'égal pas capitalisme. Continuons le raisonnement : valeur = monnaie, donc valeur et monnaie n'égalent pas marchand, CQFD.⁷

De tout cela découle l'importance d'une double distinction, que j'ai soulignée à de nombreuses reprises : distinction entre monétarisation et marchandisation⁸, et distinction entre financement et paiement de la production.

3. Je voudrais aménager le capitalisme

C'est l'aspect politique de la controverse et du faux procès d'intention que me fait C. Darmangeat. Pourquoi ? Parce que, en prononçant le nom de Keynes, je voudrais administrer « une inoffensive potion réformiste ». Et C. Darmangeat de me dire que Keynes ne voulait pas renverser le capitalisme. Oui, je n'étais pas sans le savoir. Et de m'accuser d'avoir soutenu que « Marx ne se serait pas rendu compte que sa théorie contribuait en réalité à pérenniser l'ordre existant ». C. Darmangeat n'a sans doute pas fait attention que je ne confondais pas Marx et la plupart des marxistes. Je l'excuse.

Plus sérieusement, j'ai répété de nombreuses fois que ce qui me paraissait important dans l'œuvre de Keynes et qui pouvait nous aider à sortir des sottises de l'épargne préalable ou du prélèvement sur quelque chose de préexistant alors que cette chose est une résultante, et nous aider à trouver une cohérence dans le circuit monétaire du capital de Marx, c'était, entre autres, la distinction entre le *financement* de la production, qui intervient *ex ante*, et son paiement, qui intervient *ex post*.

⁶ Ce qui est curieux et intéressant, c'est que C. Darmangeat, dans la critique de mon livre *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013, s'est focalisé sur l'aspect discuté ici (le travail productif) mais a ignoré complètement l'autre innovation de ma recherche qui est pourtant tout à fait liée au premier point : l'introduction de la problématique écologiste dans la théorie de la valeur, chose tout à fait absente du marxisme traditionnel, sauf bien sûr à l'état d'intuition chez Marx, je l'ai souvent cité.

⁷ J'en profite pour dire que, à peu près au même moment où j'écris ce texte, j'en écris un autre, en réponse à Michel Husson qui s'est intégré dans la discussion, pour clarifier la question de la comptabilité nationale évoquée dans les textes précédents : J.-M. Harribey, « Et pourtant ils produisent, éléments de réponse à Michel Husson », <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/pourtant-ils-produisent.pdf>>.

⁸ Il se déduit de celle-ci une autre distinction entre le non-monnaire et le monétaire non-marchand.

Je vais le dire une dernière fois autrement. J'interroge le statut de l'impôt et je pose une question simple : sur quoi est-il prélevé ? Réponse de mes collègues marxistes traditionnels : sur la plus-value (ou, par extension, sur la valeur) produite dans la sphère capitaliste. Cette réponse fait silence total sur la question logique que j'ai posée : comment imaginer un prélèvement sur une base soit qui n'existerait pas ou presque plus, *soit qui devrait résulter de ce prélèvement* ? Je souligne ce dernier point car il renvoie à l'idée marxo-kalecko-keynésienne selon laquelle l'épargne résulte de l'investissement, et non l'inverse comme le croient tous les économistes classiques et néoclassiques.

Le texte de C. Darmangeat se termine par un rappel historique des échecs des politiques réformistes, comme les nationalisations, et par un rappel que l'école n'est pas très satisfaisante, etc. Évidemment, je le savais. L'État est un État de classe, mais C. Darmangeat connaît au moins aussi bien que moi ses classiques : pour qu'il soit un État de classe, l'État doit être un peu au dessus des classes.⁹ Et je maintiens que, malgré leurs insuffisances, l'École, la Sécurité sociale, le Code du travail, etc., sont des institutions « en tension » avec la logique du capital.

Le dernier reproche que m'adresse C. Darmangeat est de n'être « pas très disert sur la manière dont [je] conçois la sortie du capitalisme ». Certes, mais ce n'est pas mon sujet, qui est d'ordre conceptuel et non pas directement politique, même si on en devine l'implication générale : mettre fin à la logique du profit, c'est-à-dire au capitalisme. Je dois reconnaître que je ne sais pas trop comment faire, à part poser un principe d'expropriation. Mais cette discussion avec Christophe Darmangeat, que je remercie encore, m'a permis de le connaître. Je ne doute pas que, lui, il saura me dire comment sortir de la galère capitaliste. À bientôt donc...

⁹ F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, Paris, Éditions sociales, 1971, p. 156.